



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

Monsieur le maire de l'Hôpital Saint Blaise
Mairie
Le Bourg

64130 L' HOPITAL SAINT BLAISE

Service Gestion Police de
l'Eau

LET191068

Dossier suivi par : *A*
SERGE RIPOLL

Mèl : serge.ripoll@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05 59 80 87 22
Fax : 05 59 01 63 94

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement :

**Aménagement d'un passage à gué en terrain naturel sur la commune de
l'HOPITAL-SAINT-BLAISE
Accord sur dossier de déclaration**

Réf. :64-2019-00169

Pau, le 02 Juillet 2019

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6
du code de l'environnement concernant l'opération :

**Aménagement d'un passage à gué en terrain naturel sur la commune de l' HOPITAL-SAINT-
BLAISE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 01 Juillet 2019, j'ai l'honneur de vous informer
que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette
opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les
autorisations requises par d'autres réglementations**

Copie du récépissé et de ce courrier sont à afficher pendant une durée minimale d'un mois pour
information. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra
être accessible à la consultation en mairie. A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien
vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.


Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des
PYRENEES-ATLANTIQUES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer,
L'adjointe à la cheffe du service gestion
et police de l'eau,

Aurélie Birlinger



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.